

<https://www.bfmtv.com/police-justice/ce-que-l-on-sait-sur-les-fausses-alertes-a-la-bombe-d...>

Mélanie Vecchio, avec Ariel Guez

4 min read

# Ce que l'on sait sur les fausses alertes à la bombe dans plusieurs collèges et lycées

- [BFMTV](#)
- [Police-Justice](#)



Le lycée Paul Éluard de Saint-Denis en Seine-Saint-Denis, mardi 23 mai 2023 - BFM Paris Île-de-France

Plusieurs lycées et collèges de France ont reçu des "messages de menaces de commission d'attentats" cette semaine, conduisant à l'évacuation des élèves.

Seine-Maritime, Hautes-Pyrénées, Essonne, Val-d'Oise, Seine-Maritime... Dans plusieurs départements d'Île-de-France et de Normandie, plusieurs lycées et collèges ont dû être évacués mardi et mercredi après avoir reçu des menaces d'attentat, ont annoncé les autorités.

"Aucune menace n'a à ce stade été confirmée" mais, comme la veille, "il a toutefois été décidé (...) d'évacuer les établissements scolaires concernés, afin de permettre à la police nationale d'engager le protocole de levée de doute", a expliqué la préfecture de Seine-Maritime ce mercredi.

## • Des messages sur diverses plateformes

Selon les informations de BFMTV, c'est sur internet que les alertes à la bombe dans plusieurs établissements scolaires ont été diffusées, que ce soit directement par mail, ou sur la plateforme Moncommissariat.fr.

"Je viendrai exterminer tous les kuffars avec une kalachnikov en provenance du Yemen ramenée avec mes compagnons Mohamed Al Kabir Ahmed Kiwzanserathie de Lybie", a par exemple reçu comme message un lycée de Seine-Saint-Denis, où 1800 élèves ont du être évacués.

” ” "Vous verrez demain il y aura beaucoup de blessés et des morts nous sommes pas là pour rigolé (sic)", a reçu un autre établissement.

## • Des enquêtes ouvertes, un jeune interpellé à Rouen

Toutes les menaces sont prises très au sérieux, affirme à BFMTV une source policière. Plusieurs enquêtes ont d'ailleurs été ouvertes pour déterminer l'origine de ces alertes à la bombe. Lancées par les parquets locaux, elles ont été pour la plupart confiées aux commissariats.

Mais le cadre d'une enquête peut évoluer et le parquet de Paris, qui dispose d'un pôle de lutte contre la cybercriminalité, peut être saisi s'il l'estime pertinent. Le parquet de Paris peut également se saisir pour recouper des faits manifestement similaires commis en différents endroits du territoire. Toutefois, mercredi soir, le parquet de Paris indiquait à BFMTV qu'il n'était pour le moment pas saisi.

Aucune piste n'a encore été établie: mode, challenge, piratage, actes isolés ou groupés... tout est étudié. Une source policière indique à BFMTV que ce sont bien souvent des jeunes qui sont à l'origine de ces fausses alertes.

Un mineur de 17 ans a d'ailleurs été interpellé ce mercredi par la Direction territoriale de la police judiciaire (DTPJ) à Rouen. Dans la métropole rouennaise, huit établissements ont dû être évacués.

## • Des jeunes mis en examen samedi

Deux adolescents de l'agglomération bordelaise ont été mis en examen samedi, soupçonnés d'avoir piraté des espaces numériques de travail d'élèves pour diffuser des alertes à la bombe dans différents établissements scolaires en France, a-t-on appris auprès du parquet de Paris.

Ces deux adolescents, nés en 2008, ont piraté les comptes des espaces numériques de travail (ENT) d'une soixantaine d'élèves pour diffuser des alertes à la bombe et des menaces d'attentat, a précisé le parquet.

Le pôle cybercriminalité du parquet de Paris avait été saisi le 24 juin et les investigations ont été confiées à l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC).

Début février, trois adolescents de 14, 15 et 17 ans et originaires de Gironde, du Val-de-Marne et des Bouches-du-Rhône, ont aussi été mis en examen pour avoir diffusé des messages de menaces après avoir piraté des ENT début janvier. Quinze établissements avaient dû être évacués.

Mélanie Vecchio, avec Ariel Guez

Generated with Reader Mode